

Les Gilets jaunes, un mouvement inclassable?

Аннотация: В 2018 г. Францию охватило протестное движение «желтых жилетов», беспрецедентное по масштабу, продолжительности, географическому охвату и своему социальному составу. В статье рассматриваются причины возникновения движения, его эволюция и переход протестующих от исключительно социальных требований к политическим. В центре внимания находятся вопросы социального состава протестующих, политической сущности движения и его связи с выборами 2017 г., а также проблемы насилия, неоднократно возникавшего во время массовых демонстраций.

Ключевые слова: Франция, «желтые жилеты», выборы 2017 года, Э. Макрон, протесты, популизм, социальный состав

УДК 94(44)087

Abstract: In 2018 the protest yellow vests movement swept in France and turned out to be unprecedented in scale, duration, geographical reach and social composition. The article deals with the causes of the yellow vests movement, its evolution and the transition of protesters from exclusively social requirements to political ones. The article focuses on the analysis of protesters' social composition, issues of the political nature of the movement and its connection with the elections 2017; it also deals with the problem of violence that repeatedly occurred during the mass demonstrations.

Key words: France, yellow vests movement, French election 2017, E. Macron, protests, populism, social composition

A partir du mois de novembre 2018, la France a connu un mouvement de protestation sans précédent qui surprit par son ampleur et par un certain nombre de caractéristiques sociales, géographiques et politiques inédites. Le mouvement dit des «Gilets jaunes» étonna également par sa durée, étalée sur plusieurs mois, comme par la violence qui l'accompagna. Sa popularité est aussi source d'interrogation, plus de la moitié des Français soutiennent les Gilets jaunes¹. Mouvement d'humeur né d'une protestation fiscale ou symptôme d'évolutions plus profondes de la société française, les Gilets jaunes s'inscrivent dans des traditions protestataires dont il n'est pas toujours aisé, sur le moment, d'en mesurer l'importance comme les effets sur une société.

* *Коши Паскаль* – профессор истории Института политических наук (Париж, Франция), научный сотрудник Центра по изучению истории Института политических наук (e-mail: pascal.cauchy@sciencespo.fr)

¹ 63% des Français soutiennent ou ont de la sympathie pour le mouvement au 30 janvier 2018 (sondage ELAB).

Une «jacquerie fiscale»?

Dès le mois d'octobre 2018, des appels à bloquer les voix de circulations ou les centres urbains se multiplient sur des «réseaux sociaux» (dont principalement *Facebook*), suite à l'annonce par le gouvernement d'une augmentation de la taxe sur les carburants. Cette augmentation avait été annoncée en septembre. Dans les arguments en faveur d'une moindre pollution automobile, le Diesel constituait une cible privilégiée², celui-ci étant le carburant le moins cher et les automobilistes avaient longtemps été encouragés à acheter des véhicules Diesel. Ce carburant est aussi largement utilisé par les poids lourds. C'est donc une majorité de la population qui est directement concernée par cette mesure. Dans ce contexte il faut ajouter une campagne de protestations contre la nouvelle loi limitant la vitesse à 80 h sur les routes le 1 juillet 2018.

Fin octobre, des manifestations de poids lourds et d'automobilistes sont constatées en Savoie. A ces démonstrations classiques succèdent des appels, toujours sur les réseaux sociaux, à manifester le samedi 17 novembre, c'est-à-dire après les vacances scolaires de la Toussaint, un mois avant celles de Noël, principale période d'achats et de dépenses des particuliers, un segment de calendrier disponible malgré la saison peu favorable.

Il semble qu'il y eut simultanément plusieurs appels à manifester émanant de particuliers en colère sans liens entre eux. Deux femmes alors, l'une vivant en Champagne, l'autre dans le Maine sont particulièrement écoutées. Les modalités du rassemblement se précisent. Il s'agit de manifester son mécontentement par des rassemblements sur des ronds-points en revêtant un gilet jaune.

Le rond-point est ce carrefour, matérialisé par un terre-plein circulaire, dont l'installation s'est multiplié à partir des années 1990 dans toute la France. Quant au gilet jaune, de couleur fluorescente, sa détention est obligatoire pour chaque automobiliste afin d'être vu en cas d'accident. Par ces simples caractéristiques, le mouvement peut être identifier comme une protestation des «usagers» de la route, des automobilistes dont la voiture est indispensable à l'organisation de la vie quotidienne et pour lesquels une augmentation de taxe est devenue insupportable dans le budget familial. Enfin, le fait de manifester un samedi, jour de congé d'une grande partie des populations salariées, montre qu'il s'agit de personnes en activité régulière qui n'opte pas pour une grève, ce qui en l'espèce n'aurait pas de sens.

L'absence initiale de motivations politiques proprement dites ou sociales (revendication sur les salaires ou les conditions de travail) classe le mouvement parmi une tradition protestataire marquée par deux mots qui seront largement employés par les commentateurs: «jacquerie» et «poujadisme». Le premier terme renvoie aux soulèvements des paysans du Moyen-Age contre l'impôt, un mouvement de colère concentrée sur un sujet précis. Le second, plus récent, fait allusion au mouvement de Pierre Poujade de 1953-1956, qui fut animé par la colère des commerçants et des artisans contre l'administration fiscale. Sa postérité se retrouve dans les origines du Front

² La taxe, annoncée en août, prévoyait une hausse de 6,5 centimes par litre de Diesel dont le prix avait augmenté de 21% en un an (1,45 euros par litre), soit une augmentation supplémentaire de 4,5 % au 1^{er} janvier.

national, Jean-Marie Le Pen ayant été le plus jeune député de France en 1956 élu sous la bannière du parti de Poujade. Plus récemment, un mouvement similaire avait mobilisé des transporteurs et des chauffeurs routiers. En 2015, le mouvement dit des «Bonnetts rouges» avait eu raison d'un projet de péage à l'encontre des poids lourds. C'est l'Ouest, et en particulier la Bretagne, qui avait été concerné; le symbole, un bonnet rouge, faisait référence à une protestation antifiscale sous Louis XIV, qui fut violemment réprimée. Mais le mot «poujadiste» est déjà loin dans la culture politique. Il est remplacé par le mot «populisme» au début des années 2000, un mot péjoratif qui a sa propre histoire et qui désigne des mouvements de masse, refusant toute médiation politique et, le plus souvent, dont la protestation s'incarne parfois dans la figure d'un leader³. Le mot, dans le vocabulaire politique français, place les acteurs du mouvement à droite, voir à l'extrême droite.

La journée du 17 novembre surprend par son succès. Officiellement plus de 300 000 personnes se rassemblent dans toute la France. Le chiffre officiel est minoré car il ne rend pas compte des automobilistes qui affichèrent un gilet jaune sur leur véhicule. D'une manière générale, une guerre des chiffres marque tout le mouvement, les services de l'Etat (ministère de l'Intérieur) annoncent un nombre de protestataires manifestement inférieur à la réalité. Cette querelle des chiffres intègre très vite une guerre de communication qui accompagne tout l'épisode.

Ce qui est surtout remarquable, c'est la dissémination géographique du rassemblement. Toute la France est concernée (à la différence des «Bonnetts rouges»). L'autre singularité est que la manifestation sur les ronds-points fait apparaître une protestation en dehors des centres urbains et des banlieues, lieux privilégiés soit des manifestations classiques, soit d'émeutes.

Dès la fin de la journée, des appels par internet à renouveler les rassemblements le samedi suivant rencontrent une forte adhésion. Il en sera ainsi à chaque reprise; ce rendez-vous hebdomadaire sera une marque du mouvement des Gilets jaunes.

Le samedi suivant l'attention se porte sur Paris. Des Gilets jaunes de province appellent à venir sur les Champs Elysées. Ce rendez-vous est intéressant à plus d'un titre. Les Champs Elysées ne sont pas un lieu traditionnel de protestation publique. Depuis le début du XXe siècle, les mouvements de gauches qui ont le quasi-monopole de la manifestation de rue, préfèrent les grands boulevards de l'Est traversant les quartiers populaires de Paris. En 1968, les étudiants occupaient les boulevards proches des universités sur la rive gauche de la Seine et ne se hasardaient pas sur la rive droite.

Les Champs Elysées, voie parisienne excentrée traversant les quartiers riches, loin des commerces de proximité, sont vouées au tourisme, aux parades militaires (14 juillet) ou festives (finales sportives, Tour de France). Au bas de l'avenue se situe le palais présidentiel. Sur le plan politique, quatre épisodes ont marqué l'histoire de l'avenue au siècle dernier: les émeutes antiparlementaires du 6 février 1934 mais qui se déroulèrent

³ Deschodt J.-P. «Un curieux mouvement semi-socialiste», *Populismes, l'envers de la démocratie*, M-C Esposito, A Laquière, C. Manigand, (dir.), Paris 2012.

en bas, sur la place de la Concorde; la manifestation organisée par les étudiants principalement d'Action française, le 11 novembre 1940 contre les Allemands; le défilé de la Libération avec De Gaulle le 26 août 1944; et la contre-manifestation gaulliste du 30 mai 1968 qui marque l'inversion du mouvement étudiant. Plus récemment, les Champs Elysées ont été dévastés par des pillards à l'occasion des fêtes sportives, et d'une certaine façon le lieu parisien rejoint la géographie émeutière des banlieues. Enfin, l'avenue fut occupée le 24 mars 2013, par la *Manif pour Tous*, contre le mariage homosexuel, mouvement qui avait déjà donné lieu à une forte répression policière sur des personnes souvent venues de provinces et n'ayant pas l'habitude de manifester.

Les Champs Elysées, avenue emblématique de Paris, sont devenues le centre nerveux de manifestations informelles rassemblant une population variée non parisienne. Onze mois avant (le 9 décembre 2017), elles accueillèrent un rassemblement considérable de Français à l'occasion de la cérémonie funèbre du chanteur populaire Johnny Halliday. On peut d'ailleurs émettre l'hypothèse que sociologiquement les deux publics de 2017 et de 2018 se ressemblaient.

Dès lors que la protestation dure dans le temps et atteint Paris, il convient de s'interroger sur les revendications et sur la nature politique du mouvement.

Rejouer l'élection de 2017?

Très vite, dès le premier samedi des mots sont mis sur la colère. La manifestation est un creuset dans lequel se forge des revendications. Dans le cas de manifestations organisées (même en mai 68), les mots d'ordre des manifestants ou des grévistes sont préparés à l'avance, puis la protestation physique laisse place à la discussion ou à la négociation avec les autorités. Ce n'est pas le cas avec les Gilets jaunes. Or, le monde médiatique et politique n'est plus habitué à ce processus de formulation politique en voie de composition. Dès les premiers jours, journalistes et politiques réclament des propos argumentés, des revendications précises, un programme à des manifestants improvisés, spontanés. Une incompréhension s'installe dès le début de mouvement, une incompréhension qui se meut en hostilité réciproque et manifeste.

En même temps que la demande d'abroger la taxe, jugée inique, un autre mot surgit: «Referendum». Il est exprimé par de nombreux manifestants devant les caméras et sur des panneaux placés sur les ronds-points ou brandit dans les rassemblements. Ce terme de referendum, dans la culture politique française est très important. Il s'est imposé dans la constitution de 1958 (et à la Libération) comme une procédure directe d'appel au suffrage sur des questions de premières importances pour le pays. Mais c'est en 1969 que De Gaulle donna explicitement au referendum un caractère plébiscitaire, pour ou contre le chef de l'Etat, en mettant en jeu sa démission en cas de victoire du Non à la question posée sur la modification de la Constitution. Le Non l'emporta et De Gaulle démissionna. Ainsi l'emploi du mot, sans préciser l'objet, revient à vouloir rejouer une élection, en l'occurrence la présidentielle de 2017.

En effet, l'élection de mai 2017 qui aboutit à la victoire d'Emmanuel Macron, est, à bien des égards, une élection ratée ou pour le moins imprévisible. Les circonstances en sont particulières. Tout d'abord, fait inédit, le président sortant, François Hollande, trop impopulaire, ne se représente pas. Ensuite, le système des primaires dans les deux principaux partis amène des candidats inattendus. Celui de la droite classique, François Fillon, donné vainqueur par les sondages, est brutalement éliminé par une affaire judiciaire. Le candidat socialiste voit ses soutiens naturels disparaître. Macron, candidat d'aucun parti et inattendu, l'emporte dans un jeu électoral où seul le premier tour compte. En effet, depuis 2002, la présence du Front National quasi certaine au second tour amène naturellement la majorité des suffrages (gauche et droite confondues) à se reporter sur le premier candidat du premier tour, ainsi Chirac en 2002 et Hollande en 2012. Le second tour n'est plus qu'une formalité. De plus l'abstention bat des records faussant ainsi les résultats. Ainsi Macron n'est-il élu que grâce à 18,7% des électeurs inscrits qui se sont prononcés en sa faveur au premier tour. Le phénomène est amplifié aux élections législatives de juin.

Ce désintérêt pour le scrutin ne date pas de 2017. Déjà on note d'élection en élection une désaffection grandissante des Français pour ce mode de participation politique. Il existe une grande volatilité depuis une trentaine d'année alors que le paysage politique avait été très simplifié depuis 1958. Si l'on ajoute aux abstentions les votes pour des partis n'ayant presque aucune chance d'arriver au pouvoir (partis protestataires), ce sont les 2/3 des électeurs qui ont soit de l'indifférence soit une détestation pour les mouvements politiques classiques. A ce phénomène d'érosion, s'ajoute un temps électoral bouleversé par l'introduction du «quinquennat» (un président et une assemblée élus pour cinq ans) qui n'autorise plus des consultations intermédiaires qui pouvaient constituer des soupapes de sécurité en changeant de majorité parlementaire (1986, 1992). Une des clés du mouvement des Gilets jaunes est dans ce phénomène de désaffection à l'égard de la vie politique classique avec une pratique et une génération critiquées au demeurant par le candidat Macron («le vieux monde»), ce qui a pu lui valoir des sympathies à gauche et au centre au moment du vote.

Mal élu, Emmanuel Macron est en passe de devenir le mal aimé. Très vite, dans les manifestations, la colère se dirige vers le président. Comme Valéry Giscard d'Estaing en 1980/1981 ou Nicolas Sarkozy plus récemment, il concentre sur sa personne un phénomène d'exaspération au bout d'un an de mandat⁴. Ce sentiment est alimenté par des phrases malheureuses et des scandales (l'affaire Benalla, un personnage trouble dans l'entourage immédiat du chef de l'Etat⁵). De plus, les démissions de personnalités importantes du gouvernement se succèdent (Nicolas Hulot, symbole de l'écologie militante, Gérard Colomb, ministre de l'intérieur et figure du monde politique de gauche). Lors de ses voyages en province, Emmanuel Macron est mal accueilli. En novembre, précédant les commémorations du centenaire de l'Armistice de 1918, il effectue

⁴ Il obtient moins de 30% d'avis favorables en septembre 2018 (il a perdu 17 points depuis janvier). Sondage IFOP/JDD le 30 septembre 2018.

⁵ L'affaire Benalla explose en juillet 2018 quand un garde du corps du président de la République est reconnu frappant des manifestants le 1^{er} mai à Paris. Après plusieurs épisodes, l'affaire est portée devant le Sénat et la justice.

une tournée dans le nord et l'est, provinces très touchées par la guerre et maintenant par la crise économique. L'effet est calamiteux et cet épisode est bien annonciateur de l'explosion ultérieure.

Confirmation du phénomène d'exaspération, les élus de La République en marche, le parti d'Emmanuel Macron, sont pris à partie, insultés. Certains sont menacés physiquement. Enfin les représentants habituels des partis, comme des syndicats, sont rejetés des rassemblements et des manifestations. De ce point de vue, le mouvement se place dans la tradition de la protestation antiparlementaire (IIIe et IVe républiques).

Mais les Gilets jaunes peinent à dépasser l'incantation. A la fin du mois de décembre, on peut considérer les revendications autour de deux grand ensemble: le «niveau de vie» et «une démocratie directe». Le premier est la suite de la révolte fiscale dont la justification se précise quand les Gilets jaunes multiplient les témoignages sur la réalité des revenus au quotidien et la préoccupation de n'avoir plus d'argent «avant la fin du mois». Sur ce thème se greffe une solidarité générationnelle entre des retraités pauvres et des jeunes salariés endettés que l'on constate sur les ronds-points. A titre d'exemple cette intervention d'un couple expliquant avec émotion qu'il doit s'endetter pour payer une sépulture décente à leur parent défunt («4000 euros»). Si les salaires et les pensions sont vite au cœur des préoccupations, la question fiscale ne disparaît pas mais elle rejoint un discours plus classique à gauche sur la «justice fiscale» (une des reproches récurrents de la gauche à l'encontre de Macron, est d'être «le président des riches», qui a aboli «l'impôt sur la fortune»).

L'autre thème, celui de la démocratie directe, donne une épaisseur à la revendication purement politique. Le mot «referendum» se précise. Ici sont repris des éléments des campagnes électorales de la France insoumise (gauche communiste) et du Rassemblement national (ancien Front National). Il s'agit du Référendum «d'initiative citoyenne – le RIC-» (à gauche), «d'initiative populaire» à droite. Ce mode de consultation n'existe pas en France. Un changement dans la constitution avait permis d'introduire en 2008 la pétition comme moyen d'accéder à la pratique référendaire, laissant espérer une place pour la démocratie directe. Ce fut une sévère désillusion, le Conseil économique, sociale et environnemental a rejeté en 2013 une pétition portant sur l'abrogation du mariage homosexuel qui avait atteint 700 000 signatures. A cela s'ajoute le souvenir de la victoire du Non au referendum de 2005 sur le projet de traité européen, le résultat fut contourné par le traité de Lisbonne. Autant d'expériences qui accentuent la défiance envers les institutions, le personnel politique et une démocratie «formelle», (selon le vocabulaire marxiste d'autrefois).

Dès lors que le mouvement des Gilets jaunes se répète de semaine en semaine et qu'il se détermine autour de deux enjeux majeurs de société, on peut s'interroger sur la transformation de sa nature politique. Depuis le XIXe siècle, on constate une évolution des mouvements informels de sociabilité politique vers des associations structurées qui, dans la perspective de promouvoir des revendications et conquête du pouvoir se dotent d'appareils, de moyens, d'une hiérarchie et contrôlent leur discours programmatique⁶. Les Gilets jaunes

⁶ C'est la thèse de l'historien Maurice Agulhon.

semblent repousser ce schéma. Le refus d'avoir des leaders est une constante. Il s'agit davantage d'orateurs («porte-paroles») qui apparaissent avec plus ou moins de régularité dans les médias. Cela témoigne de la grande variété du mouvement et, surtout, de son caractère spontané (ici, le mouvement s'inscrit dans deux traditions, celle du populisme et celle de la «spontanéité révolutionnaire» théorisée par les anarchistes en passant par les Spartakistes allemands jusqu'au maoïstes français des années 1960-70.)

Ce rejet d'une métamorphose institutionnelle, portant réclamée pour le pouvoir qui cherche des interlocuteurs pour négocier, n'exclue pas une intrusion politique de l'extérieur. Dès le début, certains partis politiques ont marqué leur soutien au mouvement. C'est le cas du parti souverainiste *Debout la France* de Nicolas Dupont-Aignan, force réduite mais qui trouve dans ce mouvement une caisse de résonance pour ses idées, notamment son hostilité à l'Union européenne. Du côté des partis à vocation tribunicienne, les choix sont différents. Le *Rassemblement national* semble plus prudent marquant un soutien sans activisme. C'est *la France insoumise* qui s'investit le plus, mais avec un certain retard. C'est ce qui explique en partie la résurgence de ses slogans ou de ses thèmes (le «RIC», l'impôt sur la fortune) au sein des Gilets jaunes. Les partis classiques d'opposition restent pour leur part, dans une expectative prudente.

Cette pusillanimité générale s'explique pour une part par le rejet instinctif des Gilets jaunes mais aussi par les phénomènes de violence qui les accompagnent et qui vont constituer une des caractéristiques du phénomène protestataire.

La démocratie libérale a-t-elle oublié la violence politique?

Le mouvement des Gilets jaunes peut être sans conteste caractériser par la violence. En premier lieu, il faut citer les 12 morts consécutifs aux rassemblements souvent inorganisés. 11 sont le fait d'accidents qui se produisent sur les routes et les voies de circulations occupées, zones dangereuses par nature.

Mais ce sont les images de batailles urbaines et de pillages, puis les bilans hebdomadaires des blessés qui donnent une ampleur médiatique internationale au phénomène. Historiquement, c'est le mouvement collectif le plus violent depuis la guerre d'Algérie (dans sa partie manifestations urbaines). Mai 68, qui fut très violent, est en-deçà des bilans actuels. A cet égard, on cite dans les médias et chez les Gilets jaunes, à partir de février, le rôle modérateur qu'eut Maurice Grimaud, préfet de police en 1968 à Paris, qui avait su éviter un bain de sang, opposant ainsi un maintien de l'ordre «intelligent» à celui mis en œuvre en 2018-2019 jugé très brutal.

Du côté des protestataires on peut distinguer, à partir des témoignages disponibles, trois pratiques violentes: la réplique classique aux forces de l'ordre (police et gendarmerie) qui est l'expression d'une colère collective, la violence organisée par des groupes parasites et enfin le pillage par des bandes extérieures.

La première est dans la nature de toute manifestation, son intensité dépend des circonstances et de la résistance mise en face. Elle est le point de départ spontanée de toutes émeutes. Elle est le produit d'une

colère et d'un sentiment d'injustice. Enfin, elle construit l'identité collective du mouvement, une fois l'adversaire, ou l'ennemi, rencontré et désigné⁷. Le nombre important de personnes arrêtées et qui n'ont aucun antécédent juridique, montre l'importance du phénomène. Le cas du boxeur qui s'attaque à mains nues à des policiers équipés, pour défendre une manifestante, est très significatif de ces comportements d'instinct⁸.

La deuxième catégorie est plus difficile à cerner car elle s'intègre à la manifestation, l'utilise, provoque l'incident en utilisant le climat de violence qui s'installe dans la turbulence du moment. Cela est d'autant plus aisé que les manifestations des Gilets jaunes sont des déambulations individuelles ou de petits groupes, mal ou peu encadrées, sans service d'ordre. La France a pu voir ces groupes à l'œuvre le 1^{er} mai précédent, à Paris devant la gare d'Austerlitz. Un groupe de jeunes, menaçants, cagoulés et vêtus de noirs, ont pris la tête de la manifestation syndicale et saccagés et brûlés des magasins sous les yeux de forces de l'ordre quasi inactives. Des groupes identifiés sous le nom de «Black Bloks» ou «d'Antifas» (entendons «antifascistes») sont des mouvements organisés, entraînés, qui recherche la violence. On trouve des phénomènes semblables dans toute l'Europe, en particulier en Allemagne ou en Belgique. Sans doute faut-il voir dans ces groupuscules para militaires des héritages de l'hooliganisme qui, d'Angleterre, avait agité les rencontres sportives de l'Europe dans les années 1980-90. Politiquement, ces groupes se situent à l'ultra-gauche. Certains sont très actifs en province, en particulier dans l'Ouest et le Sud-Ouest où des mouvements radicaux sont nés autour de causes nouvelles. Ils occupent des «zones à défendre (ZAD)», contre la construction d'un aéroport à Nantes par exemple. Tous ces mouvements convergent vers les rassemblements de Gilets jaunes à partir de décembre. Il semble qu'ils soient rejoints par des groupuscules nationalistes créant ainsi au sein de la manifestation un terrain d'affrontement entre bandes rivales.

Le troisième est encore plus difficile à caractériser. Le pillage de magasin de centre-ville – et des quartiers voisins des Champs Elysées- est récurrent depuis plusieurs années. Il accompagne les rassemblements de toutes sortes. Peut-on le relier aux pillages qui avaient accompagnés les émeutes de banlieues en 2005? La question reste posée. Il est certain que l'on est loin de la manifestation pacifique des ronds-points des campagnes françaises tant cette violence renvoie à une société urbaine qui semble si différente.

Si elle fut manifeste à Paris, dans la mesure où les médias se sont concentrés sur les images qui y sont plus faciles d'accès pour elles, la violence s'est aussi exprimée en province. Dans les villes moyennes elle a pu ressembler aux protestations connues du monde paysan ou de grèves locales particulièrement dures. Au Puy-en-Velay, les Gilets jaunes attaquent la préfecture le 1^{er} décembre. Il en est de même à Dijon où un des meneurs est un responsable «zadiste» de Nantes⁹. Toutes les grandes villes de l'Ouest sont marquées, là où les universités jouent le rôle de pépinières ou d'aimants de groupes d'extrêmes gauches (Rennes, Nantes, Toulouse, Bordeaux,

⁷ Voir la thèse de René Girard sur la violence mimétique. C'est aussi la fonction au XIX^e siècle de la barricade (1830, *Les Misérables*, juin 1848, 1851, 1871), réflexe insurrectionnel de défense qui constitue une micro société de l'instant sur une ligne de front improvisée.

⁸ Le boxeur Christophe Dettinger, champion de France, avait frappé des policiers le 5 janvier. Son action lui valut une lourde peine.

⁹ Témoignage de la préfecture de Région.

Tours, Poitiers, Montpellier...). Il y a désormais une géographie de l'extrémisme en France dont le territoire semble une fois de plus coupé par une ligne Le Havre-Genève (le nord-est étant cette France des anciennes industries et des grands plateaux agricoles, qui vote plus volontiers pour le Rassemblement national)¹⁰.

Mais la violence n'est pas qu'une attitude physique, Elle s'invite aussi dans les mots et la désignation de l'ennemi. Deux cibles sont vite identifiées, dès le 17 novembre: Macron et les journalistes. Pour le chef de l'Etat, il paie un héritage, une élection qui fut qualifiée d' «effraction»¹¹, et une communication maladroite. S'agissant des journalistes, le phénomène est suffisamment récurrent pour que l'on s'y intéresse. Trois exemples montrent la vigueur et l'amplitude de l'animosité. Le 23 septembre sur un rond-point à Château-Renault petite bourgade industrielle de la Touraine¹², le panneau principal indique que «ici on ne regarde pas BFM»; à Toulouse et à en Bretagne on s'en prend aux points de diffusion des journaux locaux, en janvier; les manifestations parisiennes sont organisées devant les sièges des télévisions et radios publiques et ceux des groupes industriels privés qui possèdent des chaînes «d'informations continues» (BFM, LCI, C8). Cette animosité générale à l'encontre de la presse s'explique par plusieurs phénomènes liés à l'évolution des médias et de la profession journalistique. Avant tout, il est nécessaire de rappeler que tout mouvement de protestation s'estime mal traité par l'information qu'il juge partiel et partial. Les révolutionnaires du XXe siècle considéraient la presse comme un allié de la bourgeoisie, un instrument de propagande au service du pouvoir en place, et cherchaient à créer des médias alternatifs. En 1973, les maoïstes français sont à l'origine de la création du quotidien *Libération* qui doit rendre compte non des actions d'un parti comme *l'Humanité* mais d'une information générale analysée conformément à l'idéologie révolutionnaire. Aujourd'hui, les médias sont en grande difficulté économique. La presse locale a pratiquement disparue et se résume souvent à un seul titre régional. Les grands quotidiens parisiens fonctionnent avec des fonds publics conséquents. Les chaînes d'information en continue proposent du commentaire en permanence, moins coûteux à produire que des reportages. La profession est fragile, les journalistes sont mal payés et le recours aux jeunes stagiaires est systématique. Tout cela concourt à réduire la variété d'expression et encourage le conformisme. Face à l'intrusion médiatique des Gilets jaunes, la presse est démunie. La parole chaotique des premiers temps du mouvement est en partie incompréhensible. Très vite s'installe une méfiance réciproque qui augmente au fur et à mesure que se multiplient les épithètes dépréciatives à l'égard du mouvement, la presse ayant *a priori* décelé dans les Gilets jaunes un phénomène «populiste», donc politiquement suspect. Le recours

¹⁰ Il ne faut pas oublier des manifestations outre-mer, dans l'île de La Réunion en particulier.

¹¹ A partir du mot employé par E. Macron dans un entretien publié le 14 février 2019: «Je n'oublie pas d'où je viens. Je ne suis pas l'enfant naturel de temps calmes de la vie politique. Je suis le fruit d'une forme de brutalité de l'Histoire. Une effraction parce que la France était malheureuse et inquiète. Si j'oublie tout cela, ce sera le début de l'épreuve».

¹² Voir à cet égard la vidéo <https://www.agoravox.tv/actualites/politique/article/gilets-jaunes-ce-systeme-ecrase-79990>

à des «experts» plus ou moins compétents accentuent le divorce. Le cas Boulouque¹³ à cet égard est symptomatique de cette incapacité à solliciter des professionnels ayant effectué un reportage minutieux avec une vérification des sources. A cela s'ajoute des pratiques renouvelés de censure, notamment de l'image, qui ruinent un peu plus le crédit des journalistes¹⁴. Aujourd'hui, 53% des français estiment que la presse a mal couvert le mouvement des Gilets jaunes¹⁵.

L'invective accompagne le mouvement des Gilets jaunes. Dès le début, il y a une dépréciation par les responsables politiques: «...des gars qui fument des clopes et qui roulent au diesel.» dit Benjamin Griveau, porte-parole du gouvernement dès le 20 octobre 2018. La réplique violente arrive le 5 janvier quand la porte de son ministère est enfoncée et qu'il doit s'enfuir¹⁶. Même détestation du côté des «intellectuels», ce qui est plus inattendu. L'écrivain à succès Bernard Henri Lévy décrit implicitement le mouvement comme un mouvement fasciste et raciste: «...non à la volonté factieuse de «marcher sur l'Elysée», non au saccage de ces maisons de la République que sont les préfectures ou les ministères, non à l'homophobie, à l'antisémitisme, au racisme anti-immigrés, aux attaques meurtrières contre les policiers»¹⁷. D'une manière générale les Gilets jaunes ne reçoivent pas le soutien des intellectuels ou des artistes. De ce point de vue, on peut se souvenir de l'hostilité des écrivains à la Commune de Paris. Sans doute l'image romantique du peuple est-elle nécessaire à l'adhésion des professions de l'esprit. Seuls le philosophe Michel Onfray, à gauche, (qui s'est violemment opposé à Emmanuel Macron par une lettre pamphlet, publiée le 3 septembre 2018¹⁸) et des revues intellectuelles de droite¹⁹ apportent leur soutien et une certaine bienveillance. Enfin, la crise du verbe atteint son paroxysme quand lors de la manifestation du 16 février, le philosophe Finkielkraut se fait insulté dans la rue et traité de «sale sioniste...», une attaque verbale contre cette personne engagée plutôt à droite qui avait déjà subi les mêmes injures lors d'autres rassemblements d'extrême gauche²⁰. L'injure disqualifie, augmentant encore les interrogations sur le classement politique du mouvement dont une part de l'identité se forge sur la violence. Mais cette violence est également manifeste du côté des forces de l'ordre.

Le 5 mars 2019, à Genève, Michèle Bachelet, haut-commissaire aux Droits de l'homme à l'ONU, déclare dans un discours que les Gilets jaunes sont souvent accueillis par «un usage excessif de la force». Après le Conseil de l'Europe et d'autres instances internationales, la réponse policière française inquiète l'ONU. L'usage répété de la force est régulièrement justifié par les pouvoirs publics. Les pillages parisiens du deuxième

¹³ Sylvain Boulouque, enseignant dans le secondaire, est proposé comme «expert» de la contestation par plusieurs chaînes de télévision. La multiplication d'affirmations gratuites erronées porte un discrédit fort sur ces commentaires extérieurs improvisés. *Libération* 19 février 2019.

¹⁴ Uffingtonpost, 16 décembre 2018 sur la censure sur la chaîne publique France 3 d'une pancarte.

¹⁵ Sondage Viavoice, publié par *le Journal du dimanche* le 9 mars 2019.

¹⁶ *Le Monde*, le 18 janvier 2019.

¹⁷ *Les Echos*, le 11 janvier 2019.

¹⁸ «Lettre à Manu...» in <https://michelonfray.com>

¹⁹ Comme le mensuel *L'incorrect*.

²⁰ Lors du rassemblement dit «Nuit Debout» du 17 avril 2016, très marqué à gauche.

et du troisième samedi semblent nécessiter un dispositif exceptionnel. Toutefois, dès la quatrième semaine, il apparaît que l'utilisation d'armes anti émeutes devient problématique. La multiplication de blessures graves (membres arrachés, yeux crevés) alerte l'opinion, des médecins s'inquiètent. Un observatoire de «la violence policière» est mis en place par un journaliste de *Mediapart* David Dufresne²¹. Le bilan est lourd. Il estime fin février entre 2000 et 3000 blessés chez les Gilets jaunes dont 82 graves. Les chiffres officiels font état, eux, de 1 200 blessés chez les forces de l'ordre et de 1 900 chez les manifestants, chiffres auquel s'ajoute celui de plus de 8 000 arrestations.

Cette violence est un marqueur du mouvement. Si elle n'est pas nouvelle, son ampleur renvoie à des épisodes plus anciens de l'histoire nationale. Elle absorbe même d'autres violences comme l'attentat islamiste de Strasbourg du 11 décembre qui n'arrête pas la protestation. Pourtant le lien ne se fait pas avec d'autres brutalités collectives distillées dans les banlieues. Les émeutiers de Grenoble (6-10 mars) ne se greffent pas sur les Gilets jaunes. L'écosystème du mouvement est très différent de celui des «guerres fauves» du monde urbain contemporain.

La France périphérique

Le mouvement des Gilets jaunes surprend car il n'est pas issu des catégories sociales et géographiques habituelles qui marquent les protestations. Il n'y a pas à ce jour d'étude ou d'enquête qui permettent de définir de façon un peu fine la sociologie du mouvement mais l'observation permet de localiser la base dans cette France que le géographe Christophe Guilluy a appelé la «France périphérique²²». Dans un ouvrage célèbre, ce géographe estime que 60% de la population française et 75 % des classes populaires vivent dans un monde périurbain, à l'écart des centres villes mondialisés, une France «invisible» aux responsables politiques et économiques ; politiquement cela se traduit par un vote identitaire, de protestation ou une indifférence à l'égard du suffrage. Dans cette France se retrouve beaucoup de retraités issus des classes populaires ou moyennes qui n'ont plus les moyens de vivre dans les villes. Cette France est celle des bourgs, des villes moyennes qui ont subi la désindustrialisation. Elle touche le monde rural. L'habitat est celui des petits pavillons qui abritent des couples jeunes dont la modestie des revenus éloigne des lieux de travail et impose l'usage de l'automobile. C'est une France dont l'émiettement géographique rend précaire tout service public jugé «peu rentable» (médecins, hôpitaux, bureaux de poste, écoles, transports publics) mais aussi la survie des commerces locaux. C'est sans doute dans cette fracture qu'il faut chercher l'origine du mouvement et son impossible transformation en structure politique classique. Il ne s'agit pas non plus des «banlieues» multiculturelles dont la radiographie sociale et culturelle est différente même si la nature de la crise sociale est identique. Ce monde

²¹ Journal numérique situé très à gauche qui a, entre autre, suivi l'affaire Benalla.

²² Guilluy C. La France périphérique: comment on a scarifié les classes populaires, Paris, 2014.

«périphérique», «invisible», est le produit d'une transformation sociale de la France considérable entre la fin du XXe siècle et aujourd'hui. Cette métamorphose des classes populaires a été ignoré des partis traditionnels de gauche, ce qui a été très bien analysé par le philosophe Jean-Claude Michéa dès 2011²³. La gauche, dominée par les Socialistes, a fait le choix du front «sociétal», au détriment du front «social», c'est-à-dire privilégier les causes liées aux mœurs (mariage homosexuel, droit à l'euthanasie, etc.), aux minorités culturelles, dans l'héritage post-68 combiné au modèle nord-américain de la promotion quasi messianique des communautés «dominées» par la majorité économiques et culturelle²⁴.

Cet abandon idéologique du peuple comme classe sociale, se double d'une disparition des cadres historiques de la représentation et de la décision politique locale. La «réforme territoriale» est constamment à l'agenda des gouvernements successifs aux prétextes d'une «simplification administrative», de limiter les coûts engendrés par les différentes strates de compétences politiques (communes, départements, régions...) et à une gestion jugée plus efficace des moyens. Le projet n'est pas nouveau, il renait à toutes les époques turbulentes. Mais, dans un état jacobin depuis plus de deux siècles, il est difficile de penser la décentralisation autrement que par des ajustements administratifs et comptables. Cependant, les choses se sont accélérées depuis la présidence Sarkozy (2010). On impose aux communes (près de 36 000 en France) de s'intégrer à des ensembles plus vastes pour «mutualiser» les moyens et les services. Dès 2008, une «Commission pour la libération de la croissance française» propose la suppression des départements. En 2015, sous François Hollande, les régions (22) sont supprimées au profit de 13 grandes régions. Ainsi, en moins de 10 ans, des cadres séculaires de la vie quotidienne des Français disparaissent, du moins leurs compétences sont hissées vers le haut d'une pyramide administrative, de plus en plus éloignées de la France «périphérique». Dès lors, la protestation contre l'impôt prend en autre sens; l'impôt est consenti à partir du moment où le service en retour est visible. Or dans cet éloignement de la décision qui accompagne la disparation matérielle de services d'intérêt général, la fiscalité devient insupportable.

Mais il s'agit d'une transformation encore plus brutale si l'on considère l'histoire de ces cadres de vie. Les communes tirent leurs origines dans les paroisses chrétiennes et les seigneuries qui en avaient la gestion matérielle depuis l'an mille. Le Maire en est l'expression politique, issu d'une démocratie communale à laquelle les Français sont très attachés. Le Département correspond par ses limites aux évêchés millénaires et aux intendances royales du XVIIe siècle. Les Régions recouvraient plus ou moins les anciennes Provinces dont elles avaient souvent gardé le nom (Picardie, Bretagne, Normandie, Alsace, Languedoc, Corse...). Non seulement cette géographie historique disparaît mais, en plus, la toponymie traditionnelle est arrachée aux habitudes. Ainsi, la Picardie associées à l'ancienne Flandre et à l'Artois, devient les «Hauts de France», l'Alsace

²³ Michéa J.-C. Le Complexe d'Orphée : la gauche, les gens ordinaires, et la religion du progrès, Paris, 2011.

²⁴ Sur l'origine française de ce glissement idéologique, je renvoie à mes ouvrages: Cauchy P. «Il n'y a qu'un bourgeois pour avoir fait ça», l'affaire de Bruay-en-Artois, Larousse, 2009, et Cauchy P. L'élection d'un notable. Les coulisses de mai 1981, Paris 2011.

et la Lorraine disparaissent derrière «le Grand Est» ! Ce rejet de l'héritage accompagne une désincarnation des communautés locales, le maire cesse d'être un interlocuteur privilégié²⁵. Le mot «territoire», impersonnel comme l'administration qui en est le produit, dénué de tout notion de vie commune, envahit le vocabulaire politique et administratif. Il en va jusqu'au nom de «France» qui disparaît dans le langage public au profit de l'expression «République»²⁶.

La protestation fiscale et politique des Gilets jaunes semble bien rendre compte de cet éloignement, voire de cette disparition du cadre traditionnel de la communauté locale avec son métabolisme social, économique et politique hérité d'une longue histoire. En parallèle, il convient de mesurer les effets des mouvements supranationaux (Europe et «mondialisation») qui participent à l'érosion de la proximité. Une expression journalistique a opposé ceux qui bénéficient de la «mondialisation heureuse» (grands centres urbains connectés entre eux) et ceux de la «mondialisation malheureuse», habitant cette France périphérique qui a perdu la plupart de ses emplois industriels suite à l'ouverture des marchés.

En mesurant la profondeur historique et sociale des transformations brutales on comprend mieux la détermination des Gilets jaunes à manifester dans le froid des semaines durant comme le soutien de la population. L'évolution du mouvement vers les centres villes depuis février 2019 et sa disparition des «ronds-points» montre aussi la fragilité de ces populations qui ne peuvent empêcher leur propre initiative d'être aspirée vers les lieux de pouvoir et des échanges mondiaux.

Ainsi, une sorte de sociologie du mouvement se dessine, encore un peu floue. Se fabrique l'idée que les Gilets jaunes sont issus de la «classe moyenne pauvre», c'est-à-dire une population bénéficiant d'un emploi, d'un revenu stable mais insuffisant pour résister au moindre incident économique, individuel ou collectif²⁷. Les Gilets jaunes ressemblent beaucoup aux Américains qui ont rejoint le mouvement *Tea Party*, protestation antifiscale qui a constitué une part importante de l'électorat de Donald Trump en 2016, à ceci près que le mouvement français reste attaché à l'idée de solidarité promu par l'Etat providence. Cette protestation américaine a été réduite à l'expression de «petits blancs»²⁸, population laissée pour compte de la mondialisation et de la révolution numérique. Cette réduction à la consonance raciale contribue aussi, malgré tout, à la compréhension du mouvement Gilet jaunes qui comporte une dimension identitaire dont la traduction politique devrait se retrouver dans les votes ultérieurs mais que déjà les cartes électorales récentes laissent

²⁵ Depuis près d'un an, les élus locaux ont des rapports difficiles avec le pouvoir exécutif, fort critiqué lors des deux derniers congrès de l'Association des Maires de France.

²⁶ Dans les réactions aux manifestations du 16 mars, les discours du ministre de l'intérieur comme celui d'Emmanuel Macron le soir même sont éclairants, pas une fois le nom de «France» n'est prononcé. Il serait utile de comparer avec les discours de De Gaulle qui associait en fin d'allocation les deux mots.

²⁷ Selon l'INSEE, le revenu de la classe moyenne par foyer est de 3 302 euros (2016) pour un couple avec deux enfants, le seuil de pauvreté est à 2000 euros pour la même catégorie de foyer. On estime à 35 % environ les dépenses «contraintes», logement, énergies, transports, frais scolaires, etc.

²⁸ Le sociologue Jean Viard, proche d'Emmanuel Macron dans *Lyon capitale* 20 décembre 2018.

entrevoir²⁹. De même, la comparaison est faite avec le mouvement italien *Cinq étoiles* qui a fait une jonction politique avec la Ligue du Nord, associant la gauche protestataire et la droite nationale au gouvernement.

Cette suspicion «populiste» que l'on retrouve ici explique une grande partie de la désaffection des professions intellectuels, l'absence de vrais relais dans les universités publiques souvent promptes à reprendre la contestation. Elle explique aussi l'absence de connexion avec les banlieues, autres «territoires perdus³⁰» mais dont la population obéit à d'autres problématiques dont certaines particulièrement graves (pauvreté, immigration, islamisme, grande criminalité).

Cette marque identitaire, qui n'est pas explicitement exprimée, reste sous-jacente et plusieurs commentateurs la relève en considérant que le mouvement des Gilets jaunes révèle une fêlure anthropologique dans la mesure où il est une réaction à une transformation fondamentale de la société marquée par la mondialisation, l'émergence du numérique, la libéralisation des marchés, les crises migratoires et l'imposition d'un modèle «sociétale» communautaire plus soucieux de l'hédonisme individuel conforté par un droit particulier qui s'impose à tous, que du bien commun et d'un fort attachement français à l'égalité de droit sinon de condition.

En conclusion provisoire

Il n'est pas encore possible définir de façon assurée le mouvement des Gilets jaunes. Il a cependant ses caractères propres: sa spontanéité, sa durée, sa géographie, etc. La violence qui l'accompagne en est aussi une marque. Ses motifs conjoncturels sont évidents: protestation fiscale, aspiration à une démocratie plus proche, niveau de vie précaire. Son populisme se manifeste dans le rejet des «élites», que l'on retrouve dans bien d'autres mouvements antérieurs. Même si socialement le mouvement est très polymorphe, les Gilets jaunes se reconnaissent sans doute dans l'expression, critiquée à l'époque, de l'ancien Premier Ministre Jean-Pierre Raffarin: «la France d'en bas» mais aussi dans la formule indélicate attribuée à François Hollande: «les sans dents³¹». Ces qualificatifs font écho à la formule, plus heureuse, de Charles Maurras qui évoquait en son temps l'opposition entre «le pays réel» et «le pays légal»³².

Il est encore impossible d'imaginer l'avenir d'un mouvement dont la nature informelle rend difficile sa transformation en parti ou syndicat organisé. Une question reste en suspend, celle de la traduction électorale du mouvement (pour qui vont voter – ou non- les Gilets jaunes et leurs sympathisants?), non seulement aux élections européennes mais surtout aux élections municipales de 2020 dont on sait la popularité. Toutefois, il est

²⁹ Les votes en faveur de Marine Le Pen aux élections de 2017 recouvrent en partie la géographie «périphérique» des Gilets jaunes.

³⁰ Les Territoires perdus de la République, Emmanuel Brenner, (dir.), Paris, 2002.

³¹ Expression relevée par Valérie Trieweler, ancienne concubine du chef de l'Etat, dans son livre: Trieweler V. Merci pour ce moment, Paris, 2014.

³² Distinction reprise par le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveau le 14 novembre 2018 (avec une erreur d'attribution).

possible de conclure qu'il existe désormais une génération Gilets jaunes, formée de milliers de personnes qui ont fait l'apprentissage de la protestation, de solidarités nouvelles, de formules revendicatives, de la violence aussi, et, d'une manière générale, de l'entrée en politique, comme il y a eu une génération «68» ou plus récemment, à droite, une génération «Manif pour Tous». C'est cette génération qu'il convient de suivre.

Библиография (Bibliography):

Cauchy P. «Il n'y a qu'un bourgeois pour avoir fait ça», l'affaire de Bruay-en-Artois, Larousse, 2009.

Cauchy P. L'élection d'un notable. Les coulisses de mai 1981, Paris, 2011.

Deschodt J.-P. «Un curieux mouvement semi-socialiste», Populismes, l'envers de la démocratie, M-C Esposito, A Laquière, C. Manigand, (dir.), Paris, 2012.

Guilluy C. La France périphérique: comment on a scarifié les classes populaires, Paris, 2014.

Michéa J.-C. Le Complexe d'Orphée : la gauche, les gens ordinaires, et la religion du progrès, Paris, 2011.

Les Territoires perdus de la République, Emmanuel Brenner, (dir.), Paris, 2002.

Trieweler V. Merci pour ce moment, Paris, 2014.